MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 6 au 12 novembre 2026

English summary

Southern Africa
- *South Africa and Angola account for nearly 80% of the region's public debt owed to external creditors*
- *Dangote has announced an investment of USD 2.5 billion in regional oil infrastructure, centred on the Namibian hub of Walvis Bay – an oil hub*

South Africa
- *Unemployment rate edges up to 33.7% in Q3 2026, reaching its highest level since 2022*
- *The Steenkampskraal rare earths project begins commercial production with the opening of Phase 1*

Angola
- *Africell and the Angolan government plan joint venture to provide satellite services across Africa*
- *China's StarTimes enters Angola's pay-TV market, challenging established operators*

Botswana
- *Botswana raises its 2026 growth forecast to 3.8% on the back of recovering diamond production*

Mozambique
- *Mozambique and China sign debt reprofiling agreement*

Namibia
- *Namibia's inflation rises to 5.6% year-on-year in October, driven by higher fuel prices*
- *Namibia and Russia agree to exchange customs data to facilitate trade*

Zambia
- *Zambia targets a reduction in its fiscal deficit to 3% of GDP in 2027 under draft budget*

La concurrence entre ports régionaux s'intensifie pour capter les exportations minières d'Afrique australe

En Afrique du Sud, les huit ports gérés par l'opérateur public Transnet ont traité plus de 300 millions de tonnes au cours de l'exercice 2025/26, leur meilleure performance depuis quinze ans. Dans le même temps, le port de Maputo a enregistré un volume record de 32 millions de tonnes en 2025, et Walvis Bay, en Namibie, poursuit sa montée en puissance comme débouché pour les pays enclavés de la région. La reprise sud-africaine intervient donc dans un paysage logistique devenu concurrentiel, où chaque corridor cherche à capter les flux régionaux de matières premières et de marchandises, en particulier de minerais (chrome, manganèse, cuivre, charbon, etc.).

En Afrique du Sud, les ports se redressent plus vite que le rail. *La hausse des volumes portuaires (+4,2 % en 2025/26) a été portée par les véhicules (+13,3 %), les conteneurs (+7,1 %), les agrumes (+22 %) et les vracs secs. Le rail demeure faible, mais en progression : Transnet anticipe 168 Mt de fret ferroviaire en 2025/26, contre 149,5 Mt en 2022/23, loin de l'objectif national de 250 Mt. L'ouverture du réseau à 11 opérateurs privés, qui pourrait représenter un flux supplémentaire de 24 Mt par an à partir d'avril 2027, et la mise en concession de plusieurs terminaux (Richards Bay, Ngqura) pourraient améliorer les performances ferroviaires.*

Maputo (Mozambique) s'impose comme le débouché du nord-est sud-africain. *Les défaillances du rail sud-africain ont conduit de nombreux exportateurs de chrome, de magnétite et de charbon du Mpumalanga et du Limpopo à se reporter vers le port mozambicain, plus proche. Le fret ferroviaire vers Maputo a progressé de 17 % en 2025, à 11,7 Mt ; la capacité du terminal vraquier a été portée à 16 Mt, tandis que celle du terminal dédié au charbon et à la magnétite est en cours d'extension de 8 à 12 Mt. Enfin, la concession du port a été prolongée jusqu'en 2058. Le port a résisté aux troubles post-électoraux de fin 2024, qui avaient temporairement interrompu l'activité, et verse à l'État mozambicain des redevances de concession en hausse (48,9 M USD en 2025).*

À l'ouest, Walvis Bay (Namibie) et Lobito (Angola) se disputent le cuivre de la Zambie et de la RDC. *Le port namibien a traité 8,4 Mt en 2025, avec un trafic de conteneurs en hausse de 48 % par rapport à 2020/21 ; l'Afrique du Sud et la Zambie représentent près de 70 % de son trafic, et le Botswana y achemine une part croissante de son cuivre via le corridor trans-Kalahari. Le port de Lobito, en Angola, constitue le principal concurrent à moyen terme, d'autant plus si l'extension du corridor (qui relie actuellement Lobito à la RDC) vers la Zambie est engagée. Elle supposerait néanmoins 2,5 à 3 Mt de fret annuel pour être rentable, contre 1 Mt d'engagements à ce stade.*

La performance des ports et corridors logistiques constitue un enjeu de compétitivité régionale. *La diversification des routes d'exportation réduit la dépendance des pays enclavés (Zambie, Botswana, Zimbabwe, Malawi) à l'égard des ports sud-africains, mais elle traduit aussi le coût des difficultés de Transnet pour l'économie sud-africaine, qui voit une partie de ses propres exportations transiter par des ports étrangers. Le report massif du fret minier vers la route renchérit en outre les coûts logistiques, accélère la dégradation des réseaux routiers et allonge les délais aux frontières. La coordination des investissements entre corridors, dans le cadre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ainsi que la simplification des procédures douanières sont les principaux leviers pour réduire des coûts de transport parmi les plus élevés au monde.*

Sommaire :

Afrique australe

- L'Afrique du Sud et l'Angola concentrent près de 80 % de la dette publique due à des créanciers externes dans la région
- Dangote annonce un investissement deinvestit 2,5 Mds USD pour dans les infrastructures pétrolières régionales, depuis le hub namibien de Walvis Bay, un hub pétrolier

Afrique du Sud

- Le chômage progresse légèrement au troisième trimestre 2026, à 33,7 %
- Le projet de terres rares de Steenkampskraal lance sa production commerciale avec l'ouverture de la phase 1

Angola

- Africell et le gouvernement angolais envisagent de créer une coentreprise dans le secteur satellitaire
- Le groupe chinois StarTimes fait son entrée sur le marché de la télévision par abonnement

Botswana

- La prévision de croissance du gouvernement pour 2026 relevée à 3,8 %, portée par un rebond de la production de diamants

Mozambique

- Le Mozambique et la Chine signent un accord de reprofilage de dette

Namibie

- L'inflation poursuit sa progression en octobre, sous l'effet de la hausse des prix des carburants
- La Namibie et la Russie conviennent d'un échange de données douanières pour faciliter le commerce

Zambie

- Le gouvernement souhaite ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2027 selon le projet de budget

Afrique australe

L'Afrique du Sud et l'Angola concentrent près de 80 % de la dette publique due à des créanciers externes dans la région

Selon le Rapport sur la dette internationale 2026, publié le 5 novembre par la Banque mondiale, la dette extérieure publique et garantie des pays en développement a augmenté de 8 % en 2025, pour atteindre 4 274 Md USD. En Afrique australe, l'Afrique du Sud et l'Angola concentrent près de 80 % des 223 Md USD de dette extérieure publique et garantie des neuf pays couverts par le rapport (la Namibie ne figure pas parmi les pays déclarants). L'encours sud-africain a, en particulier, progressé de 16 % en un an principalement sous l'effet de l'augmentation de la dette obligataire (+15,2 Md USD), à mettre en lien avec une émission de 3,5 Md USD sur les marchés internationaux en décembre 2025, des achats d'obligations en rands par des investisseurs étrangers et l'appréciation du rand face au dollar. Rapporté au PIB, il apparaît toutefois que les pays les plus endettés vis-à-vis de créanciers externes étaient la Zambie (68 % du PIB en 2025), le Lesotho (46 %) et le Mozambique (44 %). À l'inverse, les pays les moins endettés dans la zone sont le Botswana (12 % du PIB), le Zimbabwe (13 %) et l'Eswatini (26 %).

De fortes disparités sont à signaler concernant les détenteurs de cette dette externe. Ainsi, la dette est très largement due sous la forme d'obligations ou de prêts bancaires en Afrique du Sud (81 %) et en Angola (72 %), tandis que ces créanciers privés sont peu présents au Botswana, au Malawi, au Lesotho, au Zimbabwe et en Eswatini. Dans ces derniers pays, la dette est essentiellement due à des bailleurs multilatéraux et bilatéraux. Les dettes de la Zambie ou du Mozambique sont, elles, plutôt mixtes, entre créanciers privés et bailleurs. À noter que la Chine est le premier créancier bilatéral dans huit des neuf pays couverts, le Japon étant le premier créancier bilatéral du Botswana. L'encours dû à la France pour la totalité des pays d'Afrique australe est de 1,5 Md USD, essentiellement en Afrique du Sud (0,8 Md) et en Angola (0,3 Md).

Dangote investit 2,5 Md USD dans les infrastructures pétrolières régionales, depuis le hub namibien de Walvis Bay

Le président du groupe nigérian Dangote Industries Limited, Aliko Dangote, a annoncé le 4 novembre un investissement de 2,5 Md USD pour développer plusieurs infrastructures de distribution pétrolière en Afrique australe, depuis la Namibie. Le projet prévoit la construction : (i) d'une installation de stockage de carburant, située à proximité de Walvis Bay (Namibie) et d'une capacité de 600 M de litres (environ quatre millions de barils, dont 360 M de litres de diesel et 240 M de litres d'essence) ; (ii) d'un oléoduc de l'ordre de 1 700 km, qui reliera Walvis Bay à Otjiwarongo (Namibie), avec des prolongements envisagés vers Rundu (Namibie), au Nord, et vers Ghanzi et Francistown (Botswana), à l'Est ; et (iii) d'installations de chargement de camions. La répartition de l'investissement entre ces composantes n'est pas connue. De plus, des études techniques détaillées doivent désormais être menées.

Ce projet est cohérent avec l'ambition de la Namibie de faire de Walvis Bay un hub pétrolier régional et de développer des corridors d'approvisionnement pour les pays enclavés, en particulier le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe, le Malawi et le sud de la République Démocratique du Congo (RDC). Si le gouvernement namibien ne détient aucune participation au capital du projet, celui-ci a été placé sous la supervision directe de la présidente namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah.

Afrique du Sud

Le chômage progresse légèrement au troisième trimestre 2026, à 33,7 %

Selon l'agence nationale de statistiques, le taux de chômage a atteint 33,7 % au troisième trimestre 2026, en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Cette troisième augmentation trimestrielle consécutive le porte à son plus haut niveau depuis 2022, en progression de 1,8 point sur un an.

La hausse du taux de chômage s'explique par une progression de la population active (+198 000 personnes), près de deux fois supérieure à celle de l'emploi (+101 000).

Le taux de chômage élargi, qui intègre notamment les personnes ayant renoncé à chercher un emploi, atteint 44,0 %, et celui des jeunes (15-24 ans) progresse à 63,6 % (contre 58,5 % un an plus tôt). Sur le trimestre, le secteur formel a gagné 268 000 emplois, tandis que le secteur informel en a perdu 98 000. Les gains d'emplois se concentrent dans les secteurs de la finance (+ 111 000), de l'industrie manufacturière (+ 33 000) et des mines (+ 31 000). À l'inverse, les pertes touchent l'emploi domestique (- 68 000), l'agriculture (- 34 000) et le secteur de la construction (- 8 000).

Le projet de terres rares de Steenkampskraal lance sa production commerciale

Le 6 octobre, l'entreprise sud-africaine Steenkampskraal Monazite Mine (SMM) a démarré la production commerciale de concentré de monazite, par l'inauguration d'une usine à Matzikama (Western Cape). L'évènement a eu lieu en présence du ministre des Ressources minérales et pétrolières, Gwede Mantashe, du ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientsho Ramokgopa, et de la vice-ministre des Ressources minérales, Phumzile Mgcina. Le projet s'inscrit en cohérence avec la stratégie de l'Afrique du Sud relative aux métaux et minerais critiques, qui vise à renforcer la localisation des activités de recherche et développement (R&D), de transformation et de traitement avancé.

Présentée comme l'un des gisements de terres rares les plus riches au monde avec une teneur d'environ 14,5 % d'oxydes de terres rares totales (et 2,1 % de thorium), la mine de Steenkampskraal avait été exploitée par Anglo American entre 1952 et 1963 et a été reprise par SMM en 2024. L'usine de concentration inaugurée le 6 octobre permet la production d'un concentré de monazite, par concassage-broyage du minerai puis séparation gravitaire et flottation. La production serait essentiellement destinée à l'exportation, dans le cadre d'accords d'achat déjà sécurisés et confidentiels.

La construction de l'usine de concentration a mobilisé un investissement de 11,2 M USD, intégralement financé par *l'Industrial Development Corporation (IDC*), société de développement industriel publique sud-africaine. Le projet s'appuie également sur les travaux de recherche appliquée de Mintek, l'organisme national sud-africain de recherche en technologies minérales. En juin 2026, SMM et Mintek ont produit en laboratoire un oxalate-carbonate de terres rares mixtes de haute pureté, première étape vers une transformation locale au-delà du simple concentré.
Désormais, Steenkampskraal Monazite Mine (SMM) souhaite amplifier les activités de l'usine et remonter la chaîne de valeur : la phase 2 consistera à craquer la monazite afin de produire à partir du concentré un produit intermédiaire mixte de terres rares, accompagné notamment de thorium ; la phase 3 envisagera ensuite la séparation des oxydes de terres rares individuels par extraction par solvant, technologie déjà testée par Mintek.

Angola

Africell et le gouvernement angolais envisagent de créer une coentreprise dans le secteur satellitaire

L'opérateur de télécommunications Africell et le gouvernement angolais envisagent de créer une coentreprise chargée de commercialiser des services satellitaires en Afrique. Soutenu par les autorités américaines, le projet vise notamment les secteurs minier, pétrolier, agricole et logistique, dans le but de renforcer la présence américaine sur le marché spatial africain. Dans ce contexte, l'US EXIM Bank a approuvé en septembre dernier un prêt de 99,6 M USD en faveur du groupe Africell. Les détails du partenariat devraient être dévoilés dans les prochaines semaines.

Le groupe chinois StarTimes fait son entrée sur le marché de la télévision par abonnement

Le groupe chinois StarTimes obtient une licence nationale et vient concurrencer DStv, ZAP et TV Cabo sur le marché angolais de la télévision par abonnement, qui compte aujourd'hui environ 2 millions d'abonnés. Cette arrivée met fin au partage du marché entre les trois opérateurs historiques, dans un secteur fragilisé ces dernières années par la multiplication des plateformes illégales de diffusion, le coût des équipements importés et le gel des tarifs par le régulateur national de l'audiovisuel INACOM. StarTimes entend se différencier par des offres à bas prix destinées aux ménages à revenus modestes et intermédiaires. Le groupe est déjà présent dans plus de 30 pays sur le continent africain.

Botswana

La prévision de croissance du gouvernement pour 2026 relevée à 3,8 %, portée par un rebond de la production de diamants

Selon les prévisions du ministère des Finances reprises par la banque centrale le 29 octobre, la croissance du Botswana pourrait atteindre 3,8 % en 2026, contre 3,1 % initialement anticipés. Cette révision à la hausse s'explique essentiellement par le rebond de la production de diamants, qui a progressé de 14 % depuis le début de l'année selon le ministère des Minéraux et de l'Énergie. L'économie botswanaise reste en effet fortement dépendante du secteur diamantaire, qui représente historiquement un quart du PIB, un tiers des recettes publiques et 80 % des recettes d'exportation.

Cette reprise de la production ne s'accompagne néanmoins pas d'un redressement des prix, qui restent soumis à une forte pression, notamment en raison de la concurrence croissante des diamants de synthèse. Le prix moyen de vente des diamants de De Beers a ainsi reculé de 37 % sur les neuf premiers mois de 2026. La ministre des Minéraux et de l'Énergie, Bogolo Kenewendo, s'est toutefois dite « prudemment optimiste », faisant état d'une hausse de 5 à 6 % des ventes de diamants naturels aux États-Unis en 2026. Le président Duma Boko a par ailleurs annoncé le 9 novembre que le Botswana porterait sa participation dans De Beers de 15 % à 30 %, dans le cadre de la vente des parts détenues par Anglo American.

Mozambique

Le Mozambique et la Chine signent un accord de reprofilage de dette

Le Mozambique a annoncé le 26 octobre un accord avec la Chine visant à reprofiler le service de sa dette bilatérale. Signé par la ministre des Finances Carla Loveira et

l'ambassadrice chinoise Zheng Xuan, cet accord fait suite aux discussions engagées lors de la visite du président Daniel Chapo en Chine en avril 2026. Le détail de cet accord et les nouvelles conditions de remboursement n'ont pas été rendus publics, mais il viserait à mieux adapter les échéances de remboursement aux capacités financières du pays, en allégeant les tensions immédiates sur le budget.

La Chine, premier créancier bilatéral du Mozambique, détenait environ 1,28 Md USD de créances sur le pays à mi-2026, soit près de 15 % de sa dette extérieure. Cet accord intervient après l'annulation, convenue en avril, de 204 M CNY (environ 28 M USD) de prêts chinois.

Namibie

L'inflation poursuit sa progression en octobre, sous l'effet de la hausse des prix des carburants

Sur le mois d'octobre 2026, le taux d'inflation a atteint 5,6 % en glissement annuel (g.a.) selon l'Agence nationale de statistiques namibienne. Depuis un point bas de 2,1 % en mars, l'inflation est en progression continue et s'établit désormais à son plus haut niveau depuis novembre 2023. Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 %.

La hausse des prix des transports (+16,5 % en g.a.), principalement liée à celle de l'essence et du diesel (+34,1 % en g.a.), explique près de la moitié du taux d'inflation enregistré en octobre. Les prix alimentaires progressent également à un rythme plus soutenu, passant de 4,0 % en septembre à 4,8 % en octobre, portant leur contribution à l'inflation de 0,8 à 1 point de pourcentage.

Pour limiter les effets de second tour de l'augmentation du prix des carburants et soutenir l'arrimage du dollar namibien au rand, la banque centrale de Namibie a relevé son taux directeur de 6,75 % à 7,00 % le 28 octobre dernier. Elle a également revu à la hausse ses prévisions d'inflation annuelle moyenne, qui s'établissent désormais à 4,2 % pour 2026 (+ 0,2 point) et à 4,0 % pour 2027 (+ 0,1 point).

La Namibie et la Russie conviennent d'un échange de données douanières pour faciliter le commerce

En marge du troisième sommet Russie-Afrique à Moscou, la Russie et la Namibie ont signé le 28 octobre un accord de coopération douanière, entre l'agence namibienne du revenu (NamRA) et le service fédéral russe des douanes. Le texte prévoit l'échange de statistiques commerciales et d'informations douanières, afin de fluidifier la circulation des flux de biens et de renforcer la lutte contre les infractions douanières. Confidentielles, les données partagées serviront notamment à vérifier la classification, l'origine et la valeur déclarée des expéditions. L'accord prévoit également des actions conjointes de formation des agents des douanes et de coopération contre la contrebande et les fraudes. Il doit désormais être matérialisé par une feuille de route opérationnelle.

Cet accord intervient alors que les échanges bilatéraux sont déséquilibrés et déficitaires pour la Namibie. Selon le think tank namibien *Institute for Public Policy Research* (IPPR), la Namibie a exporté 65,3 M NAD (3,3 M EUR) de marchandises vers la Russie en 2025, en baisse de 34,8 % par rapport à 2024. Ces exportations ont principalement reposé sur les produits de la pêche, les raisins et les dattes. En parallèle, les importations namibiennes en provenance de Russie ont atteint 791,8 M NAD (39,6 M EUR), en hausse de 65 % par rapport à 2024. Ces importations reposaient à 97% sur le blé et les engrais.

Zambie

Le gouvernement souhaite ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2027 selon le projet de budget

Le 6 novembre, le ministre des Finances et de la Planification nationale, Situmbeko Musokotwane, a présenté au Parlement le projet de budget pour 2027. Alors que le déficit budgétaire de la Zambie devrait s'établir à 5,9 % du PIB en 2026, bien au-delà de la cible initiale de 2,1 %, le texte prévoit de le ramener à 3 % l'an prochain.

Pour réduire le déficit, le gouvernement propose un ensemble de mesures, essentiellement fiscales, qui devraient rapporter 10,8 Md ZMW de recettes nettes supplémentaires (environ 530 M USD). Celles-ci comprennent notamment une augmentation de la TVA de 16 % à 16,5 %, une hausse de 5 points de l'impôt sur les sociétés pour les secteurs bénéficiant d'un taux réduit, la création d'une nouvelle tranche d'imposition de 39,5 % sur les revenus supérieurs à 37 000 ZMW mensuels (environ 1 800 USD) ou encore l'introduction d'un droit d'accise sur le sucre. Le gouvernement prévoit également de réduire la dotation de l'Agence des réserves alimentaires (FRA), qui s'établirait à 9,6 Md ZMW (environ 470 M USD), en baisse de 56 % par rapport au montant révisé pour 2026.

Le remboursement de la dette, intérêts compris, représente à lui seul 67,6 Md ZMW (3,3 Md USD), soit près d'un quart de la totalité des dépenses prévues. Les autres principaux postes budgétaires sont l'éducation (1,9 Md USD), la santé (1,5 Md USD), l'agriculture, la pêche et l'élevage (1,1 Md USD), les infrastructures routières (0,9 Md USD) et la protection sociale (0,8 Md USD). Le texte doit encore être examiné par le Parlement.

Le gouvernement a par ailleurs révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2027 à 4,9 %, contre 6 % prévus fin septembre dernier. Cette révision est à mettre en lien avec les effets attendus d'un potentiel « Super El Niño » et avec la hausse des prix des carburants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
tudy.cleach@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : tudy.cleach@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr